

CDAS 44

du 13 juin 2023

DÉCLARATION LIMINAIRE



Solidaires finances

ACTION SOCIALE EN DANGER !



Monsieur le Président par intérim,

Comment ne pas commencer cette nouvelle instance sans évoquer la crise sociale et démocratique que traverse notre pays?

Voilà plus de 6 mois que nos concitoyens et concitoyennes battent le pavé contre une réforme brutale, injuste et injustifiée.

Désormais, la contestation a largement dépassé le cadre de la simple opposition à cette réforme, désapprouvée par l'écrasante majorité des français-es.

A cette mobilisation historique, le gouvernement reste sourd, obstiné et esseulé.

L'Action Sociale, sous toutes ses formes, est une composante essentielle de cette société que nous souhaitons.

Elle prend d'autant plus de sens dans la crise que nous traversons.

Elle crée du lien, rapproche les gens, favorise et encourage les échanges entre individus, entre générations. Elle aide, soutient, élève et pallie aux inégalités.

Solidaires Finances défendra toujours l'Action Sociale.

Les représentant-es au CDAS exigent:

- que le CDAS joue pleinement le rôle qui lui est dévolu, c'est-à-dire l'instance qui décide, organise et gère l'action sociale du département,
- que les groupes de travail ne se substituent pas aux séances plénières.
- que les votes par courriels soient l'exception et non la règle.

La restauration collective et le logement sont des aspects essentiels de la vie des agent-es.

- Il est intolérable que des agent-s ne puissent pas se loger convenablement pour des questions de budget et/ou de disponibilités de logements sociaux.
- Il est intolérable que des agent-s ne puissent accéder à une offre de restauration collective, équilibrée et à des tarifs sociaux, sur l'ensemble du territoire, alors que nombre d'entre elles et eux ne peuvent assumer financièrement qu'un seul repas complet par jour.

Nous exigeons que la valeur faciale du titre-restaurant soit revalorisée.

Suite aux dernières élections professionnelles de décembre 2022, les délégations des représentant-es des personnels au CDAS ont été renouvelées.

Habituellement, l'administration prévoit une formation pour les nouvelles et nouveaux membres du CDAS.

Solidaires Finances demande que celle-ci soit dispensée le plus rapidement possible à l'ensemble des élu-es, et que le support aborde le nouveau fonctionnement du CDAS, l'utilisation des crédits d'action locale et le nouvel organigramme régional.

L'action sociale est indispensable pour les agent-es du ministère. Nous voulons que l'instance qu'est le CDAS les entendent enfin.

Pour Solidaires Finances, cela commence par une véritable écoute et une prise en compte des revendications de leurs représentant-es.